



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

CUBA
Un an de trop :
Prisonniers d'opinion
incarcérés lors de la vague
de répression de mars 2003

Index AI : AMR 25/005/2004

•
ÉFAI
•

CUBA

Un an de trop :

Prisonniers d'opinion incarcérés

lors de la vague de répression

de mars 2003

Résumé *

Dans les quelques jours qui ont suivi le 18 mars 2003, les autorités cubaines ont arrêté un très grand nombre de dissidents lors d'opération ciblées. Certains d'entre eux ont été ensuite libérés mais 75 personnes ont été jugées début avril, de manière hâtive et manifestement inique, puis ont été promptement condamnées à de sévères peines allant jusqu'à vingt-huit ans d'emprisonnement. La plupart ont fait appel de leur condamnation mais leurs appels ont été rejetés.

Après un examen détaillé des documents légaux disponibles, Amnesty International considère que ces 75 dissidents sont des prisonniers d'opinion¹ et demande leur libération sans délai ni condition.

** La version originale en langue anglaise de ce document a été éditée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre : CUBA: ONE YEAR TOO MANY: PRISONERS OF CONSCIENCE FROM THE MARCH 2003 CRACKDOWN.*

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - avril 2004
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

1. Pour Amnesty International, un prisonnier d'opinion est une personne qui a été mise en détention, peu importe où, en raison de ses croyances ou de son origine ethnique, son sexe, la couleur de sa peau, sa langue, sa nationalité, ou du statut lié à sa naissance, à sa situation sociale ou économique, et qui n'ont ni eu recours à la violence ni prôné son usage.

Tout en demandant leur libération immédiate et sans condition, Amnesty International suit de près l'évolution de leur situation. Le présent document présente des informations détaillées sur l'état général des 75 prisonniers. Certains des témoignages parvenus à Amnesty International sont préoccupants. Ainsi, l'organisation a conscience que l'embargo imposé par les États-Unis à Cuba a eu des conséquences négatives, en particulier sur la possibilité de se procurer des médicaments et du matériel médical. Cependant, les témoignages indiquent que, dans certains cas, les mauvaises conditions de détention viennent s'ajouter au manque de médicaments et constituent une grave menace pour la santé des détenus. D'autres préoccupations sont abordées dans le texte qui suit, relatives notamment aux conditions de détention qui ne respectent pas les normes internationales en la matière ; à des allégations sporadiques de mauvais traitements de la part des gardiens de prison, avec le consentement des autorités ; un accès inégal aux soins médicaux ; et à des allégations de harcèlement des prisonniers et de leurs familles.

Amnesty International demande aux autorités cubaines de libérer sans délai ni condition tous les prisonniers d'opinion. En outre, l'organisation exhorte les autorités à se conformer strictement aux principes définis par les normes internationales en matière de droits humains, notamment par l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement [ONU, 1988] et l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus [ONU, 1955, 1957, 1977].

CUBA
Un an de trop :
Prisonniers d'opinion incarcérés
lors de la vague de répression
de mars 2003

SOMMAIRE

Introduction	2
I. Présentation générale de la situation des 75 prisonniers d'opinion arrêtés en mars 2003.....	3
II. Recommandations au gouvernement cubain	5
Conditions de détention et traitement des prisonniers.....	5
La détention des prisonniers d'opinion.....	6
Instruments internationaux des droits humains.....	7
III. Annexe.....	7

Introduction

Dans les quelques jours qui ont suivi le 18 mars 2003, les autorités cubaines ont arrêté un très grand nombre de dissidents lors d'opération ciblées. Certains d'entre eux ont été ensuite libérés mais 75 personnes ont été jugées début avril, de manière hâtive et manifestement inique, puis ont été promptement condamnées à de sévères peines allant jusqu'à vingt-huit ans d'emprisonnement². La plupart ont fait appel de leur condamnation mais leurs appels ont été rejetés.

Les autorités cubaines ont tenté de justifier la répression comme une réponse inévitable à l'agression des États-Unis contre l'île. Les dissidents ont été condamnés en vertu soit de l'article 91 du Code pénal, soit de la Loi 88. L'article 91 prévoit des peines de dix à vingt ans d'emprisonnement ou la peine de mort³ pour toute personne qui « *au bénéfice d'un État étranger, commet un acte visant à porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité de l'État cubain*⁴ ».

La loi 88, intitulée *Ley de Protección de la Independencia Nacional y la Economía de Cuba* (Loi pour la protection de l'indépendance nationale et de l'économie de Cuba), prévoit des peines de prison sévères pour toute personne reconnue coupable de soutenir la politique des États-Unis au détriment de Cuba⁵. La loi prévoit par exemple des peines pour la transmission au gouvernement des États-Unis ou à ses agents d'informations de nature à conforter la politique des États-Unis envers Cuba ; la possession, la distribution ou la reproduction de « *documents subversifs* » pouvant servir à la promotion de la politique des États-Unis ; la collaboration avec des médias considérés comme favorables à la politique américaine ; la distribution de fonds ou de matériel pour ces activités⁶.

Lors de leur procès, les dissidents ont été accusés de se livrer à des activités que les autorités considéraient comme subversives et portant atteinte à l'ordre intérieur de Cuba ou favorisant l'embargo ou d'autres mesures punitives des États-Unis contre Cuba. Ils étaient concrètement accusés d'activités telles que la publication d'articles ayant un point de vue critique sur les questions économiques, sociales ou relatives aux droits humains à Cuba ; la participation à des groupes non autorisés considérés par les autorités comme contre-révolutionnaires ; l'entretien de contacts avec des individus considérés comme hostiles aux intérêts cubains. Après avoir minutieusement étudié les documents juridiques disponibles sur ces 75 cas, Amnesty International a considéré que les 75 dissidents arrêtés étaient des prisonniers d'opinion⁷ et a demandé leur libération immédiate et inconditionnelle.

Amnesty International a également suivi de près la situation des 75 détenus incarcérés un peu partout dans les prisons du pays.

2. Pour plus d'informations, voir *Cuba. Des mesures « indispensables » ? Les droits humains bafoués au nom de la sécurité*, juin 2003 (index AI : AMR 25/017/2003).

3. La loi 87 de 1999, qui modifie le Code pénal, change les dispositions concernant ces peines et prévoit l'emprisonnement à vie.

4. Loi 62 portant modification du Code pénal [1987], Assemblée nationale du pouvoir populaire, art. 91 [traduction non officielle].

5. La Loi 88 a été adoptée en réaction à la politique des États-Unis définie dans la Loi pour la liberté et la démocratie à Cuba, connue sous le nom de Loi Helms-Burton, renforçant l'embargo décrété par les Américains contre Cuba.

6. Loi 88, publiée dans la *Gazette officielle de la République de Cuba*, édition spéciale, n° 1, 15 mars 1999.

7. Pour Amnesty International, les prisonniers d'opinion sont des personnes mises en détention, quel que soit l'endroit de détention, pour leurs croyances ou en raison de leur origine ethnique, de leur sexe, race, langue, nationalité ou origine sociale, situation économique, naissance ou de tout autre état, et qui n'ont ni usé de violence ni recommandé son usage.

I. Présentation générale de la situation des 75 prisonniers d'opinion arrêtés en mars 2003

En ce qui concerne **le lieu de détention** des prisonniers, Amnesty International a dénoncé la pratique qui consiste à incarcérer de façon délibérée les 75 détenus dans des prisons extrêmement éloignées de leur domicile et de leur famille. Cette pratique rend les visites des familles et la consultation des avocats particulièrement difficile et peut être considérée comme une sanction supplémentaire infligée aux prisonniers et à leur famille. Cette pratique va à l'encontre de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement [ONU, 1988], qui dispose, dans son principe 20, que :

« Si une personne détenue en fait la demande, elle sera placée, si possible, dans un lieu de détention ou d'emprisonnement raisonnablement proche de son lieu de résidence habituel⁸. »

Ainsi, **Normando Hernández González**, qui habite à Vertientes, dans la province de Camagüey, purge sa peine dans la province de Pinar del Río, à environ 700 kilomètres de son domicile, alors qu'**Eduardo Díaz Fleitas**, originaire de Pinar del Río, est détenu à la prison Kilo 8, province de Camagüey.

De plus, la **correspondance** et les **communications téléphoniques** entre de nombreux prisonniers et leur famille auraient été restreintes et les visites de membres de la famille auraient été limitées ; selon les familles, cette mesure est une forme de harcèlement de la part des hauts responsables pénitentiaires. Les restrictions affectant les contacts avec les membres de la famille, si elles sont imposées comme des sanctions ou harcèlements supplémentaires, vont à l'encontre de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus [ONU, 1955, 1957, 1977], qui dispose, au paragraphe 37 :

« Les détenus doivent être autorisés, sous la surveillance nécessaire, à communiquer avec leur famille et ceux de leurs amis auxquels on peut faire confiance, à intervalles réguliers tant par correspondance qu'en recevant des visites⁹. »

De plus, dans le cas notamment des neuf prisonniers d'opinion détenus à la prison Kilo 8 dans la province de Camagüey, les autorités pénitentiaires ont apparemment essayé de dissuader les prisonniers de mener certaines activités, telles que l'étude de la Bible, en les menaçant par exemple de suspendre les visites de leur famille. Une telle attitude irait également à l'encontre des paragraphes 41.3 et 42 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, qui disposent :

« Le droit d'entrer en contact avec un représentant qualifié d'une religion ne doit jamais être refusé à aucun détenu. Par contre, si un détenu s'oppose à la visite d'un représentant d'une religion, il faut pleinement respecter son attitude [...] Chaque détenu doit être autorisé, dans la mesure du possible, à satisfaire aux

8. Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988.

9. Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par le premier Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Genève en 1955, et approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2076 (LXII) du 13 mai 1977.

exigences de sa vie religieuse, en participant aux services organisés dans l'établissement et en ayant en sa possession les livres d'édification et d'instruction religieuse de sa confession¹⁰. »

En ce qui concerne le **traitement en détention** des 75 personnes arrêtées en mars 2003, Amnesty International a reçu, de diverses sources, des allégations de mauvais traitements par des gardiens de prison ou par d'autres prisonniers, semble-t-il, avec la complicité des gardiens. De tels incidents iraient à l'encontre de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que :

« Nul ne sera soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants¹¹. »

Dans un cas, **Víctor Rolando Arroyo Carmona**, prisonnier d'opinion, aurait été extrait de sa cellule par trois gardiens de prison le 31 décembre 2003 ; ils l'auraient traîné au sol tout en le frappant sur le corps et au visage. Les gardiens auraient également coincé sa jambe dans une porte afin de l'immobiliser pendant qu'ils le passaient à tabac.

Selon les témoignages recueillis, certains prisonniers auraient été placés à l'**isolement** pendant des périodes prolongées. D'après Amnesty International, si des autorités pénitentiaires ont recours au placement à l'isolement, elles doivent encadrer strictement cette pratique, en prévoyant notamment un contrôle médical régulier et approprié effectué par un médecin choisi par le prisonnier et en lui reconnaissant le droit de faire appel de leur décision. Amnesty International estime que le placement à l'isolement peut avoir des effets physiques et psychologiques graves et, dans certaines circonstances, peut constituer une peine ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant.

Ainsi, les frères **Ariel et Guido Sigler Amaya** auraient été placés à l'isolement et privés de lumière et d'eau en quantité suffisante, en violation des normes internationales.

L'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus dispose, au paragraphe 33, que *« les chaînes et les fers ne doivent pas [...] être utilisés en tant que moyens de contrainte »*. Selon des informations reçues par Amnesty International, au moins un des prisonniers, **Próspero Gainza Agüero**, aurait été enchaîné pendant son transfert à l'infirmerie de la prison, en violation de ces règles.

En ce qui concerne l'état de santé des prisonniers, Amnesty International s'inquiète de nombreuses informations faisant état de maladies qui auraient été aggravées par les conditions de détention, le manque de soins médicaux adaptés et, parfois, les grèves de la faim. L'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement dispose que :

« Toute personne détenue ou emprisonnée se verra offrir un examen médical approprié dans un délai aussi bref que possible après son entrée dans le lieu de

10. Ibid.

11. Déclaration universelle des droits de l'homme [ONU, 1948].

détention ou d'emprisonnement. Par la suite, elle bénéficiera de soins et traitements médicaux chaque fois que le besoin s'en fera sentir¹². »

Selon certaines informations, **Oscar Espinosa Chepe** souffrait déjà, avant son arrestation, d'une cirrhose du foie chronique, d'une défaillance hépatique et de saignements au niveau de l'appareil digestif – entre autres pathologies diagnostiquées chez lui. Depuis son arrestation, son état de santé se serait détérioré. Selon sa famille, la détérioration de son état de santé est en partie due aux mauvaises conditions de détention, notamment le manque d'eau courante, le manque d'eau potable et de soins médicaux adéquats. Oscar Espinosa Chepe aurait été hospitalisé plusieurs fois durant sa détention pour des problèmes hépatiques. En juillet 2003, sa famille a introduit une requête judiciaire pour qu'il soit libéré en raison de son mauvais état de santé. Elle n'aurait pas reçu de réponse des autorités.

De plus, des membres de la famille de certains prisonniers auraient à l'occasion été victimes d'**actes de harcèlement** de la part des autorités en raison de leurs propres activités dissidentes ou pour leurs efforts en faveur de leur proche emprisonné. Ce harcèlement aurait pris la forme de menaces, de convocations, d'interrogatoires et de limitation des visites aux prisonniers.

Ainsi, la femme d'**Orlando Fundora Alvarez** aurait été menacée d'arrestation et de représailles contre son mari emprisonné si elle se rendait à une réception donnée par l'ambassade de Pologne à La Havane, en novembre 2003.

Vous trouverez en annexe à ce rapport des informations détaillées sur la situation des 75 prisonniers, un an après leur arrestation. Des informations concernant leurs activités passées et les atteintes à leurs droits humains sont données dans le précédent rapport d'Amnesty International paru en juin 2003, *Cuba. Des mesures « indispensables » ? Les droits humains bafoués au nom de la sécurité*, juin 2003 (index AI : AMR 25/017/2003).

II. Recommandations au gouvernement cubain

Conditions de détention et traitement des prisonniers

Amnesty international appelle le gouvernement cubain à :

- ordonner la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers d'opinion, ceux arrêtés lors de la vague de répression de mars de 2003 comme les autres prisonniers d'opinion reconnus par l'organisation ;
- libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues ou emprisonnées uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion ;
- offrir aux prisonniers, chaque fois que cela s'avère nécessaire, les soins et traitements médicaux dont ils ont besoin, comme défini dans l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (principes 24 et 26). Amnesty

12. Ensemble de principes, op. cit., principe 24.

International a conscience que l'embargo imposé à Cuba par les États-Unis a eu des conséquences néfastes, entre autres, sur la possibilité de se procurer des médicaments et de matériel médical. Cependant, l'organisation appelle les autorités cubaines à respecter du mieux qu'elles le peuvent les normes internationales en la matière ;

- transférer tous les prisonniers d'opinion dans des prisons plus proches du domicile de leur famille, en particulier lorsque les détenus ont des problèmes de santé, comme le stipule l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (principe 20) ;
- veiller à ce qu'une enquête indépendante et impartiale soit conduite sur les allégations de mauvais traitements par des gardiens de prison ou par d'autres prisonniers avec la complicité des gardiens de prison, et faire en sorte que les représentants de l'administration pénitentiaire responsables de tels actes soient immédiatement suspendus de leurs fonctions et traduits en justice ;
- veiller à ce que le traitement des détenus soit conforme à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, notamment en ce qui concerne le droit d'entretenir une correspondance régulière ; d'entrer en contact avec un représentant religieux et de participer à des services ; de bénéficier d'une alimentation ayant une valeur nutritive suffisante et de conditions d'hygiène respectant les normes en la matière ; de pouvoir se livrer à des exercices physiques réguliers en plein air ;
- veiller à ce que les détenus puissent exercer leur droit de présenter des plaintes sur les questions touchant à leur situation juridique ou à leur traitement en détention sans craindre de représailles ;
- s'il y a recours au placement à l'isolement, cette pratique devra être strictement encadrée. En particulier, les circonstances justifiant qu'un détenu soit placé à l'isolement doivent être définies par écrit dans des lois ou règlements accessibles à tous ; la raison spécifique du placement à l'isolement doit être précisée par écrit dans l'ordre délivré à cet effet et le droit d'appel et de réexamen doivent être expliqués au détenu ; le détenu doit pouvoir faire appel d'un ordre de placement à l'isolement et a le droit de bénéficier d'un conseil juridique indépendant pour préparer et présenter son appel ; la nécessité du placement à l'isolement d'un détenu doit être régulièrement réexaminée ; un contrôle médical régulier et approprié doit être effectué et le détenu doit avoir le droit d'être examiné par le médecin de son choix.

La détention des prisonniers d'opinion

Amnesty International appelle le gouvernement cubain à :

- réformer la législation cubaine qui facilite le maintien en détention des prisonniers d'opinion en interdisant l'exercice légitime des libertés fondamentales, et à mettre cette législation en accord avec les normes internationales ;

- offrir des garanties juridiques complètes pour faire en sorte que, conformément aux normes internationales en matière de droits humains, tout prisonnier accusé d'un délit à motivation politique bénéficie d'un procès équitable, et puisse notamment contacter immédiatement un avocat de son choix ;
- suspendre la Loi 88 et les autres lois similaires qui facilitent l'emprisonnement de prisonniers d'opinion en restreignant de façon illégitime les libertés fondamentales.

Instruments internationaux des droits humains

Enfin, Amnesty International exhorte le gouvernement cubain à ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), le Protocole facultatif se rapportant au PIDCP et le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au PIDCP visant à l'abolition de la peine de mort.

III. Annexe

Les 75 prisonniers d'opinion – mises à jour

1. Nelson Alberto Aguiar Ramírez, 58 ans

Peine : 13 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Guantánamo, depuis septembre 2003.

Informations générales : président du *Partido Ortodoxo de Cuba* (Parti orthodoxe de Cuba), organisation non reconnue par les autorités cubaines, et membre de la récente *Asamblea para Promover la Sociedad Civil* (Assemblée pour la promotion de la société civile). Nelson Alberto Aguiar est électricien de profession.

Nelson Alberto Aguiar souffrirait d'artériosclérose (rétrécissement des artères). Cette maladie entraîne une réduction de la circulation sanguine, de l'hypertension et un risque de défaillance cardiaque, et se manifeste notamment par des enflures aux jambes. Il aurait également une prostate hypertrophiée, causant des rétentions d'urine et des infections urinaires, et souffrirait aussi de plaies cutanées.

Le 31 août 2003, Nelson Alberto Aguiar aurait entrepris une grève de la faim avec cinq autres prisonniers d'opinion détenus à la prison Boniato, afin d'attirer l'attention sur les conditions de détention, notamment le manque d'hygiène, l'insuffisance de nourriture et des soins médicaux restreints. Afin peut-être de briser leur grève de la faim, l'administration pénitentiaire a transféré tous les détenus dans des prisons différentes. Nelson Alberto Aguiar a été emmené à la prison provinciale de Guantánamo. Selon certaines informations, il serait enfermé dans une cellule disciplinaire depuis son arrivée. Selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

2. Osvaldo Alfonso Valdés, 38 ans¹³

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison de Guanajay, province de La Havane.

Informations générales : président du *Partido Libera Democrático* (Parti libéral démocratique), Osvaldo Alfonso a été membre du mouvement *Todos Unidos* (Tous unis) et du comité directeur de l'initiative *Proyecto Varela*¹⁴ (Projet Varela). D'après des informations reçues au mois d'octobre, il semble que l'état de santé mentale d'Osvaldo Alfonso se soit détérioré et il aurait, pour cette raison, passé quatre jours à l'hôpital de Guanajay.

En octobre 2003, sa femme aurait été détenue et interrogée par des agents des forces de sûreté de l'État, qui lui auraient ordonné de mettre un terme à ses activités dissidentes et de ne plus critiquer la façon dont son mari était traité.

3. Pedro Pablo Alvarez Ramos, 55 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : président du *Consejo Unitario de Trabajadores Cubanos* (CUTC, Conseil de l'Union des travailleurs cubains, non reconnu), Pedro Pablo Alvarez a été vice-délégué de la coalition *Concilio Cubano* (Conseil cubain) en 1995-1996 et a participé au Projet Varela en 2002.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

4. Pedro Argüelles Morán, 56 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Ciego de Avila.

Prison : prison Combinado del Este, province de La Havane.

Informations générales : Pedro Argüelles est membre de la *Cooperativa de Periodistas Independientes* (Coopérative de journalistes indépendants) et du *Comité Cubano Pro Derechos Humanos* (CCPDH, Comité cubain pour les droits humains) à Ciego de Avila. Aucune de ces organisations n'a été reconnue par les autorités cubaines.

Le 16 octobre 2003, Pedro Argüelles aurait entrepris une grève de la faim dans la prison Combinado del Este, province de La Havane ; il demandait à être séparé

13. D'après certaines sources, il aurait plusieurs années de plus.

14. Le Projet Varela est une pétition appelant à l'organisation d'un référendum sur une réforme de la législation allant dans le sens d'une plus grande liberté sur les plans personnel, politique et économique, et demandant une amnistie pour les prisonniers politiques. À la tête de ce projet se trouve Oswaldo Payá Sardiñas, du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération). Des signatures ont été collectées par un grand nombre d'organisations. En mars 2002, les artisans de ce projet ont déclaré avoir réuni les 10 000 signatures nécessaires, aux termes de la Constitution, pour organiser un référendum. Ces signatures ont été soumises à l'Assemblée nationale. Des militants du Projet Varela ont été victimes de menaces, placés en détention pour de courtes périodes ou convoqués par la justice ; les agents de la sûreté de l'État leur ont confisqué du matériel et les ont soumis à d'autres formes de harcèlement. Plusieurs dirigeants du Projet Varela ont été arrêtés lors de la répression de mars 2003.

des prisonniers de droit commun. Il aurait déclaré que des prisonniers, condamnés pour des délits criminels (non politiques), l'avaient menacé et s'étaient montrés violents sur ordre des autorités pénitentiaires. Ses demandes ont été entendues début novembre 2003 et, selon les informations que nous avons reçues, il aurait recommencé à se nourrir.

5. Víctor Rolando Arroyo Carmona, 52 ans

Peine : 26 ans.

Ville natale : Pinar del Río.

Prison : prison provinciale de Guantánamo.

Informations générales : vice-président du groupe non reconnu *Foro por la Reforma* (Forum pour la réforme) et membre de l'*Unión de Periodistas y Escritores Cubanos Independientes* (UPECI, Union des journalistes et écrivains cubains indépendants, non reconnue).

Selon nos informations, Victor Rolando Arroyo souffrirait de plusieurs problèmes médicaux, notamment d'hypertension, de maux de tête, d'une perte de poids et de diarrhée. Sa famille affirme que Victor Arroyo ne bénéficie pas de soins médicaux appropriés. Des membres de sa famille ont également déclaré avoir été traités de façon humiliante par les gardiens de prison lorsqu'ils ont essayé de lui rendre visite, en août 2003.

Nous avons également reçu des informations inquiétantes relatives à des mauvais traitements. Selon certaines informations, Victor Arroyo aurait été extrait de sa cellule par trois gardiens de prison le 31 décembre 2003 ; ils l'auraient traîné au sol tout en le frappant au corps et au visage. Les gardiens auraient également coincé sa jambe dans une porte afin de l'immobiliser pendant qu'ils le passaient à tabac. Ces faits se seraient déroulés après que Victor Arroyo se fut plaint de son transfert dans un bâtiment de la prison où les prisonniers de droit commun seraient détenus dans des conditions éprouvantes.

6. Mijail Barzaga Lugo, 36 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Villa Clara, ville de Santa Clara.

Informations générales : selon le jugement du tribunal, Mijail Barzaga aurait travaillé comme « *journaliste indépendant* ».

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

7. Oscar Elías Biscet González, 43 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Kilo 8, province de Pinar del Río.

Informations générales : médecin de profession, Oscar Biscet est également président de la *Fundación Lawton de Derechos Humanos* (Fondation Lawton des droits humains), une organisation non reconnue. Il a été dans le passé adopté comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

Oscar Biscet se trouvait déjà en détention préventive au moment de la vague d'arrestation de mars 2003 : il avait été arrêté le 6 décembre 2002, alors qu'il tentait de participer à une réunion organisée à La Havane pour discuter de questions touchant aux droits humains. Il a cependant été jugé avec un certain nombre de dissidents arrêtés lors de la répression du mois de mars et a été condamné pour des infractions similaires.

Après son transfert en novembre 2003 à la prison Kilo 8, dans la province de Pinar del Río, il aurait, selon certaines informations, été mis dans une cellule disciplinaire sans fenêtre ni lumière, au motif qu'il aurait refusé de se mettre debout en présence de gardiens de prison. Sa famille a été informée qu'il était notamment privé de la visite de ses proches ; qu'il ne pouvait recevoir de nourriture, d'affaires de toilette ou de vêtements de l'extérieur ; qu'il ne pouvait ni envoyer ni recevoir de correspondance ; et qu'il n'avait pas le droit de sortir dehors. Oscar Biscet aurait déjà été placé à l'isolement un certain temps au mois d'octobre.

D'après les informations reçues, Oscar Biscet souffre d'hypertension et d'une infection des gencives.

8. Margarito Broche Espinosa, 45 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Caibarién, province de Villa Clara.

Prison : prison de Guanajay, province de La Havane.

Informations générales : membre d'une organisation locale non reconnue, le *Comité Ciudadano* (Comité citoyen) du Projet Varela, Margarito Broche a aussi créé un groupe nommé *Asociación Nacional de Balseiros, Paz, Democracia y Libertad del Centro Norte de Cuba* (Association nationale des *balseiros*, de la paix, de la démocratie et de la liberté du centre-nord de Cuba).

Selon certaines informations, Margarito Broche souffrirait d'une dilatation bronchique, une pathologie caractérisée par la destruction des tissus pulmonaires qui deviennent alors source d'infection. L'un des symptômes en est une toux permanente. Margarito Broche aurait également un ulcère à l'intestin grêle et souffrirait de façon chronique d'hypoglycémie. Selon certaines informations, il ne bénéficierait pas des soins médicaux que nécessite son état de santé.

De plus, sa famille s'est maintes fois plainte que Margarito Broche Espinosa ne peut recevoir ou envoyer de correspondance de façon régulière.

Selon nos informations, Margarito Broche aurait entrepris, le 3 janvier 2004, une grève de la faim qu'il entendait poursuivre pendant soixante-quinze jours, en hommage symbolique aux 75 prisonniers d'opinion.

9. Marcelo Cano Rodríguez, 39 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Ariza, province de Cienfuegos province, après son transfert de la prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : médecin de profession et coordonnateur national du *Colegio Médico Independiente de Cuba* (Association médicale indépendante de Cuba, non reconnue), une organisation nationale regroupant des membres des professions médicales cubaines. Militant des droits humains, Marcelo Cano Rodríguez est aussi membre de la *Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional* (CCDHRN, Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale, non reconnue).

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

10. Juan Roberto de Miranda Hernández, 57 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Combinado del Este, province de La Havane.

Informations générales : enseignant de formation, Juan Roberto de Miranda est le fondateur et président du *Colegio de Pedagogos Independientes de Cuba* (Collège des enseignants indépendants de Cuba), qui n'a pas été reconnu par les autorités cubaines.

Roberto de Miranda serait en mauvaise santé. Selon certaines informations, au cours de son transfert (apparemment pour raison médicale) de la prison de Agüicas, dans la province de Matanzas, à sa prison actuelle, à La Havane, il aurait fait un bref séjour dans un hôpital militaire en avril 2003 pour soigner une maladie cardiaque.

Selon les informations reçues, Roberto de Miranda aurait été opéré des valvules du cœur, puis, en urgence, aurait été à nouveau opéré en raison d'une obstruction de l'artère coronarienne.

Il souffrirait notamment d'hypertension et de forts maux de têtes. Selon les informations reçues, il aurait subi une série d'examens médicaux en octobre 2003 à l'hôpital Hermanos Almejeiras, à La Havane. Après lui avoir rendu visite en novembre 2003, sa famille s'est plainte qu'il ne recevait aucun soin médical pour un gros kyste qu'il avait au dos.

La famille de Roberto de Miranda aurait aussi été harcelée à maintes reprises par les autorités, qui l'auraient notamment menacée, de façon arbitraire, d'arrestation. De plus, un autre membre de sa famille qui habite en Espagne se serait vu refuser un visa d'entrée pour Cuba, bien qu'il ait mentionné qu'il entreprenait ce voyage en raison de l'état de santé fragile de Roberto de Miranda.

11. Carmelo Agustín Díaz Fernández, 65 ans

Peine : 16 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Combinado del Este, province de La Havane.

Informations générales : membre de l'*Unión Sindical Cristiana Cubana* (Union syndicale chrétienne de Cuba) et président de l'*Agencia de Prensa Sindical Independiente de Cuba* (APSIC, Agence de presse syndicale indépendante de Cuba), deux organisations non reconnues. Carmelo Díaz est le correspondant cubain du magazine vénézuélien *Desafíos* et ses articles ont été publiés sur un certain nombre de sites Internet.

Selon certaines informations, Carmelo Díaz souffrirait d'affections cardiovasculaires, d'hypertension et de dépression. Il aurait été transféré de la prison de Guanajay, dans la province de La Havane, à l'hôpital de la prison Combinado del Este, peut-être pour y subir une opération cardiaque.

12. Eduardo Díaz Fleitas, 51 ans

Peine : 21 ans.

Ville natale : Pinar del Río.

Prison : prison Kilo 8, dans la province de Camagüey.

Informations générales : cultivateur de profession, Eduardo Díaz appartient à plusieurs organisations de la province de Pinar del Río où il habite, notamment le *Movimiento 5 de Agosto* (Mouvement du 5-Août, non reconnu).

Selon certaines informations, Eduardo Díaz souffrirait de problèmes cardiovasculaires et d'hypertension. En octobre 2003, il aurait décidé d'interrompre le traitement médical proposé par les autorités au motif qu'il était inadapté. Selon certaines informations, des membres de sa famille ont essayé de lui apporter les médicaments dont il avait besoin et qu'il est impossible de se procurer auprès du service médical de la prison, mais ont été empêchés de le faire.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Eduardo Díaz et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et des membres de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

13. Antonio Ramón Díaz Sánchez, 40 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane

Prison : prison provinciale de Holguín.

Informations générales : électricien de profession, Antonio Díaz est membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération), organisation non reconnue, et a joué un rôle actif dans le Projet Varela.

Le 18 octobre 2003, Antonio Díaz s'est joint à six autres prisonniers en grève de la faim pour protester contre le placement en cellule disciplinaire, le 17 octobre, d'un codétenu, Iván Hernández Carrillo, après que celui-ci eut, semble-t-il,

ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux. Selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement, mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

À la suite de sa participation à la grève de la faim, Antonio Díaz a été transféré dans une autre unité de la prison de Holguín.

14. Alfredo Rodolfo Domínguez Batista, âge inconnu

Peine :14 ans.

Ville natale : Las Tunas.

Prison : prison provinciale de Holguín.

Informations générales : membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnue), Alfredo Domínguez a participé au Projet Varela.

Alfredo Domínguez a commencé à purger sa peine à la prison provinciale El Típico, à Las Tunas, avec quatre autres hommes arrêtés lors de la répression de mars 2003. Ils ont cependant tous été transférés, après avoir, semble-t-il, organisé une protestation à l'intérieur de la prison. Alfredo Domínguez est aujourd'hui détenu dans la prison provinciale de Holguín.

Selon certaines informations, Alfredo Domínguez et d'autres prisonniers de la prison de Holguín se seraient joints à la grève de la faim de Mario Enrique Mayo, prisonnier d'opinion, du 15 au 25 août 2003. Mario Enrique Mayo avait entrepris cette grève pour réclamer l'amélioration des soins médicaux et de la nourriture. Leur protestation aurait, semble-t-il, pris fin lorsque les autorités ont accepté leurs demandes.

Du 18 octobre au 6 novembre 2003, Alfredo Domínguez se serait joint à une autre grève de la faim, en compagnie d'autres prisonniers, pour protester contre le placement en cellule disciplinaire, le 17 octobre, d'un codétenu, Iván Hernández Carrillo, après que celui-ci eut, semble-t-il, ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux. Selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient

promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

15. Oscar Manuel Espinosa Chepe, 63 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison militaire Carlos J. Finlay, La Havane.

Informations générales : ancien employé de la Banque nationale de Cuba, Oscar Espinosa a également travaillé pour le gouvernement cubain en tant que conseiller économique de l'ambassade cubaine à Belgrade. Puis, après avoir critiqué les orientations politiques du gouvernement, il est devenu journaliste, s'occupant notamment de questions économiques.

Oscar Espinosa souffrirait d'une cirrhose du foie chronique, d'une défaillance hépatique et de saignements au niveau de l'appareil digestif – entre autres pathologies diagnostiquées chez lui avant son arrestation. Il a subi l'ablation de tumeurs bénignes du colon et doit être suivi pour voir si elles réapparaissent. Il a des problèmes au niveau de la colonne vertébrale et suit un traitement pour une maladie oculaire.

Depuis son arrestation, son état de santé s'est détérioré bien qu'il soit, semble-t-il, suivi par un médecin qui aurait alerté les autorités pénitentiaires au sujet de ses problèmes médicaux. Son état de santé s'est aggravé à cause des mauvaises conditions de détention, notamment le manque d'eau courante, le manque d'eau potable et des soins médicaux inadaptés.

Le 20 avril 2003, alors qu'il attendait son transfert vers une autre prison, Oscar Espinosa a quitté le centre de détention provisoire du siège de la sûreté de l'État à La Havane pour l'hôpital militaire Marianao. Cependant, il n'aurait pas subi d'examen médical, au motif qu'il allait bientôt être transféré de façon durable dans une autre prison.

Le 24 avril, Oscar Espinosa était transféré à la prison provinciale de Guantánamo, puis, le 16 mai, à l'hôpital provincial de Guantánamo. Son état de santé restant préoccupant, il a été admis le 31 mai à l'hôpital provincial Ambrosio Grillo, à Santiago de Cuba. Selon certaines informations, sa famille était inquiète des mauvaises conditions de son séjour à l'hôpital et a demandé à ce qu'il soit transféré dans un hôpital mieux équipé à La Havane.

Le 4 juillet, Oscar Espinosa a été envoyé à la prison provinciale Boniato, dans la province de Santiago de Cuba, puis transféré à nouveau à Ambrosio Grillo le 12 juillet à cause, semble-t-il, de problèmes hépatiques. Ses proches ont continué à protester contre l'absence de soins médicaux spécialisés dont Oscar Espinosa aurait, selon eux, besoin. Le 7 août, Oscar Espinosa a été transporté par avion à l'hôpital militaire Carlos J. Finlay, à La Havane.

En juillet 2003, la famille d'Oscar Espinosa a introduit une requête judiciaire pour qu'il soit libéré en raison de son état de santé. Elle n'aurait pas reçu de réponse des autorités. Ses proches restent, semble-t-il, préoccupés par le manque d'information de la part des médecins du système pénitentiaire sur sa santé et son traitement. Ils auraient continué à demander sa libération en raison de son état de

santé et ont également demandé à ce qu'il soit autorisé à quitter le pays après sa libération, afin de subir une greffe du foie à l'étranger.

Selon certaines informations reçues, Oscar Espinosa ne serait pas autorisé à téléphoner, à écrire ou à recevoir des lettres.

La famille s'est plainte d'actes de harcèlement de la part de hauts responsables de l'administration pénitentiaire. Ainsi, les proches d'Oscar Espinosa ont appris qu'il leur serait possible de lui rendre visite le 29 novembre 2003, jour de son 63^{ème} anniversaire, en fonction du « *comportement de Miriam* » – probablement une allusion aux déclarations de sa femme à la presse internationale concernant l'état d'Oscar Espinosa.

16. Alfredo Felipe Fuentes, âge inconnu

Peine : 26 ans.

Ville natale : Artemisa, province de La Havane.

Prison : prison de Guamajal, municipalité de Santa Clara.

Informations générales : membre du *Consejo Unitario de Trabajadores Cubanos* (CUTC, Conseil de l'Union des travailleurs cubains) et d'autres organisations.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

17. Efrén Fernández Fernández, 54 ans

Peine : 12 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison de Guanajay, province de La Havane.

Informations générales : Efrén Fernández Fernández est secrétaire du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu) et a pris une part active au processus de signature du Projet Varela à La Havane.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

18. Juan Adolfo Fernández Sainz, 55 ans

Peine : 14 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Holguín.

Informations générales : Juan Adolfo Fernández est traducteur d'anglais certifié et a travaillé comme journaliste à l'agence non officielle *Patria*, à Fatherland.

Juan Adolfo Fernández aurait participé à deux grèves de la faim à la prison provinciale d'Holguín. Selon certaines informations, lui et d'autres prisonniers de la prison de Holguín se seraient joints à la grève de la faim de Mario Enrique Mayo, prisonnier d'opinion, du 15 au 25 août 2003. Mario Enrique Mayo avait entrepris cette grève pour réclamer l'amélioration des soins médicaux et de la nourriture. Leur protestation aurait, semble-t-il, pris fin lorsque les autorités ont accepté leurs demandes.

Ensuite, Juan Adolfo Fernández et six autres prisonniers d'opinion auraient conduit une grève de la faim du 18 octobre au 6 novembre, pour protester contre le placement en cellule disciplinaire, le 17 octobre, d'un codétenu, Iván Hernández Carrillo, après que celui-ci eut, semble-t-il, ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux. Selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim, notamment l'épouse de Juan Adolfo Fernández, se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de l'état de santé de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

Selon certaines informations, Juan Adolfo Fernández aurait été passé à tabac le 6 décembre 2003 par un autre prisonnier à qui des agents de l'administration pénitentiaire auraient confié un rôle de surveillant des autres détenus. L'incident, sur lequel les autorités n'ont semble-t-il mené aucune enquête, serait survenu après que Juan Adolfo Fernández eut protesté contre les conditions de détention d'un autre prisonnier. Ce passage à tabac lui a valu, semble-t-il, une blessure à la tempe gauche, qui était couverte de sang, et une contusion à la paupière droite ; il a alors été transféré à l'infirmerie. Il souffrirait plus généralement d'une importante perte de poids et d'une conjonctivite chronique.

19. José Daniel Ferrer García, 33 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Santiago de Cuba.

Prison : prison Kilo 5 1/2, Pinar del Río.

Informations générales : frère de Louis Enrique Ferrer García, José Daniel Ferrer García est un défenseur actif du Projet Varela et coordonnateur régional du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu) dans la province de Santiago.

Selon certaines informations, José Daniel Ferrer García aurait entrepris une grève de la faim en mai, déclarant qu'on lui avait refusé des soins médicaux pour ses problèmes intestinaux. Il se serait également plaint d'ordres le forçant à se lever en présence d'un gardien de prison ou d'un militaire. Selon certaines informations, il aurait, à la suite de ces incidents, été placé en cellule disciplinaire. Selon les témoignages recueillis, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

20. Luis Enrique Ferrer García, 27 ans

Peine : 28 ans.

Ville natale : Puerto Padre, province de Las Tunas.

Prison : prison Combinado del Este, municipalité de Guanabacoa (province de La Havane).

Informations générales : frère de José Daniel Ferrer García, Luis Enrique Ferrer García est aussi membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu).

Selon certaines informations, Luis Enrique Ferrer García et un codétenu, également prisonnier d'opinion, Librado Ricardo Linares García, ont été transférés en cellule disciplinaire à l'intérieur de la prison Combinado del Este pour avoir refusé de faire le salut militaire à un agent de l'administration pénitentiaire. Comme mentionné plus haut, selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière. Les deux hommes et deux autres prisonniers d'opinion, Guido Sigler Amaya et Alfredo Pulido López, auraient entrepris une grève de la faim de cinq jours avant que Librado Ricardo Linares García et Luis Enrique Ferrer ne soient renvoyés dans leur cellule d'origine.

En septembre 2003, la femme de Luis Enrique Ferrer a déclaré que des agents de police auraient menacé de l'arrêter et de lui retirer ses enfants à cause de sa participation à certaines activités telles que la collecte de signatures en faveur du Projet Varela.

21. Orlando Fundora Alvarez, 48 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Combinado del Este, municipalité de Guanabacoa (province de La Havane).

Informations générales : président de l'*Asociación de Presos Políticos « Pedro Luis Boitel »* (Association de prisonniers politiques « Pedro Luis Boitel », non reconnue).

Selon certaines informations, Orlando Fundora aurait eu une crise cardiaque dans le passé et reste très fragile au niveau cardio-vasculaire ; il souffre également d'un ulcère à l'estomac et d'hypertension. Il aurait en outre été opéré deux fois, en août et en décembre 2003, d'une occlusion intestinale et il serait en train de se rétablir à l'hôpital Julio Trigo, dans la province de La Havane.

La famille d'Orlando Fundora aurait été harcelée par des agents des forces de sûreté de l'État. Sa femme en particulier aurait été menacée d'arrestation et de représailles contre son mari détenu si elle participait à une réception donnée par l'ambassade polonaise à La Havane en novembre 2003.

22. Próspero Gaínza Agüero, âge inconnu

Peine : 25 ans.

Ville natale : Moa, province de Holguín.

Prison : prison provinciale Boniato, province de Santiago de Cuba.

Informations générales : délégué pour la province de Holguín du *Movimiento Nacional de resistencia Cívica « Pedro Luis Boitel »* (Mouvement national de résistance civile « Pedro Luis Boitel », non reconnu).

Selon certaines informations, Próspero Gaínza aurait eu les mains et pieds enchaînés lors de son transfert à l'infirmerie de la prison, en juillet 2003, alors qu'il souffrait d'une très forte fièvre due à une mauvaise grippe.

Le 31 août 2003, Próspero Gaínza aurait entrepris une grève de la faim avec cinq autres prisonniers d'opinion détenus à la prison Boniato, afin d'attirer l'attention sur les conditions de détention, notamment le manque d'hygiène, l'insuffisance de nourriture et des soins médicaux restreints. Afin peut-être de briser leur grève de la faim, les autorités ont transféré tous ces détenus dans des prisons différentes.

La famille de Próspero Gaínza a dénoncé ses conditions de détention. Ses proches ont par exemple accusé les autorités de ne pas l'autoriser à recevoir ou envoyer du courrier aussi librement et aussi fréquemment que les autres prisonniers et de lui interdire d'avoir la Bible dans sa cellule, mesures qui constituent des sanctions supplémentaires.

23. Miguel Galván Gutiérrez, 39 ans

Peine : 26 ans.

Ville natale : Guines, province de La Havane.

Prison : prison d'Agüica, municipalité de Colón (province de Matanzas).

Informations générales : ingénieur de profession, Miguel Galván Gutiérrez aurait écrit des articles pour l'agence de presse non officielle Havana Press et aurait été président du *Colegio de Ingenieros y Arquitectos de Cuba* (Collège des ingénieurs et architectes de Cuba, non reconnu). Il est aussi coordonnateur local du Projet Varela.

Miguel Galván est physiquement handicapé à la suite d'un accident de la route en 1998. Sa famille aurait fait part de ses préoccupations quant à son état de santé qui, selon les agents de l'administration pénitentiaire, se serait détérioré durant sa détention à cause de sa participation à plusieurs grèves de la faim. Il souffrirait de diarrhée, de douleurs abdominales, de douleurs dans les articulations et d'une inflammation des pieds, qui s'ajoutent aux difficultés qu'il rencontre à cause de son bras handicapé.

Selon les informations reçues, des agents de l'administration pénitentiaire auraient plusieurs fois menacé Miguel Galván de le faire comparaître pour des inculpations supplémentaires relatives à la rédaction, avec d'autres prisonniers, d'un document

demandant la libération des prisonniers d'opinion, à l'occasion du Sommet ibéro-américain¹⁵ qui s'est tenu en Bolivie en novembre 2003.

Sa famille s'est plainte que Miguel Galván ne soit pas autorisé à recevoir ou envoyer du courrier aussi librement et fréquemment que les autres prisonniers, mesure qui constitue une forme de harcèlement.

24. Julio César Gálvez Rodríguez, 59 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Santa Clara.

Informations générales : journaliste, Julio César Gálvez aurait été licencié des stations de radio officielles Radio Ciudad de La Habana et Radio Cadena Habana pour avoir collaboré à l'organisation non reconnue *Cuba Free Press*.

Julio César Gálvez souffrirait d'hypertension, de coliques rénales et intestinales et d'arthrite cervicale. Il aurait été transféré à l'infirmerie de la prison le 6 décembre pour recevoir des soins relatifs à ces affections.

25. Edel José García Díaz, 58 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale Boniato, province de Santiago de Cuba.

Informations générales : Edel José García Díaz a travaillé en tant que directeur d'une agence de presse non officielle à La Havane et aurait participé à un séminaire sur l'éthique journalistique, qui s'est tenu juste avant le déclenchement de la répression de mars 2003.

Selon certaines informations, il serait aveugle de l'œil gauche et son œil droit s'affaiblirait de plus en plus. Il souffrirait également d'un ulcère à l'estomac, d'hémorroïdes sanguinolentes, d'hypertension, d'un kyste rénal et de claustrophobie.

26. José Luis García Paneque, 38 ans

Peine : 24 ans.

Ville natale : Las Tunas.

Prison : prison provinciale de Villa Clara.

Informations générales : chirurgien esthétique de formation et membre du *Colegio Médico Independiente de Cuba* (Association médicale indépendante de Cuba, non reconnue), José Luis García a aussi été engagé dans le journalisme, en tant que directeur de l'agence de presse indépendante Libertad et membre de la non officielle *Sociedad de Periodistas « Manuel Marquez Sterling »* (Société de

15. Cette manifestation annuelle a été créée en 1991 dans le but de rassembler les chefs d'État des nations hispaniques et anglophones d'Europe et des Amériques afin de discuter de sujets de préoccupation communs.

journalistes « Manuel Marquez Sterling »). Il aurait été un membre actif du Projet Varela et aurait aussi dirigé une bibliothèque privée.

José Luis García souffrirait de claustrophobie. D'après des informations reçues en octobre 2003, il semblerait que sa santé mentale se détériore peu à peu en raison de son incarcération.

27. Ricardo Severino González Alfonso, 53 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Kilo 8, province de Camagüey.

Informations générales : président de la *Sociedad de Periodistas « Manuel Marquez Sterling »* (Société de journalistes « Manuel Marquez Sterling », non reconnue), et correspondant à Cuba de l'organisation non gouvernementale internationale Reporters sans frontières. Il a également une bibliothèque privée à son domicile.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Ricardo González et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs proches s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule. Une telle mesure enfreindrait les normes internationales en la matière.

Le 8 décembre 2003, Ricardo González aurait entrepris une grève de la faim pour demander à être séparé des prisonniers de droit commun, qui l'auraient menacé et lui auraient volé ses affaires personnelles. Le 14 décembre, Ricardo González a été transféré dans une cellule disciplinaire où, selon nos informations, les conditions de détention sont très inférieures aux normes internationales en la matière. Cependant, ses demandes auraient été acceptées le 24 décembre et il aurait recommencé à se nourrir.

La famille de Ricardo González serait très inquiète de son état de santé. Selon certaines informations, il souffrirait d'un kyste au cou et de ganglions lymphatiques hypertrophiés.

28. Diosdado González Marrero, âge inconnu

Peine : 20 ans.

Ville natale : El Roque, province de Matanzas.

Prison : prison Kilo 5 1/2, province de Pinar del Río.

Informations générales : Diosdado González Marrero milite depuis plusieurs années et a déjà été plusieurs fois incarcéré. Il a été adopté dans le passé comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

Selon certaines informations, il souffrirait d'hypertension et n'aurait pas reçu les soins médicaux que requiert sa condition.

29. Léster González Pentón, 26 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Santa Clara.

Prison : selon les informations reçues, Léster González Pentón aurait été transféré de la prison Kilo 8 à la prison Kilo 7 (toutes deux dans la province de Camagüey), le 10 novembre 2003.

Informations générales : Léster González Pentón est membre du *Movimiento pro Derechos Humanos Razón, Verdad y Libertad* (Mouvement pour les droits humains, la raison, la vérité et la liberté) et délégué de la *Confederación de Trabajadores Democráticos de Cuba* (CTDC, Confédération des travailleurs démocrates de Cuba) à Santa Clara. Aucune de ces organisations n'a été officiellement reconnue par les autorités.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Léster González Pentón et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et des membres de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

Selon certaines informations, Léster González Pentón se serait plaint aux autorités pénitentiaires de harcèlement et de menaces de la part de codétenus. Il n'aurait cependant pas reçu de réponse officielle.

Selon sa famille, les communications par courrier électronique et par téléphone avec le détenu sont limitées.

30. Alejandro González Raga, 45 ans

Peine : 14 ans.

Ville natale : Camagüey.

Prison : prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : Alejandro González Raga est journaliste et a participé à la collecte de signatures pour le Projet Varela.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

31. Jorge Luis González Tanquero, 32 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : dans la province de Las Tunas.

Prison : prison de Guanajay, province de La Havane.

Informations générales : Jorge Luis González serait membre du *Movimiento Independentista Carlos Manuel de Céspedes* (Mouvement indépendantiste Carlos Manuel de Céspedes), qui n'est pas reconnu par les autorités. Il a aussi participé à la collecte de signatures pour le Projet Varela à Las Tunas.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

32. Leonel Grave de Peralta Almenares, âge inconnu

Peine : 20 ans.

Ville natale : Juan Antonio Mella, province de Santiago de Cuba.

Prison : prison Kilo 5 1/2, Pinar del Río.

Informations générales : Leonel Grave de Peralta est membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu) dans la province de Santa Clara. Il aurait aidé à rassembler des signatures pour le Projet Varela dans cette région. Il aurait également une bibliothèque privée connue sous le nom de « Bibliothèque Bartolomé Massó ».

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

33. Iván Hernández Carrillo, 32 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Colón, province de Matanzas.

Prison : prison provinciale de Holguín.

Informations générales : Iván Hernández Carrillo appartiendrait à plusieurs groupes dissidents. Il est membre du *Partido por la Democracia* « Pedro Luis Boitel » (Parti pour la démocratie « Pedro Luis Boitel », non reconnu), a travaillé en tant que journaliste pour plusieurs agences de presse, notamment l'agence *Patria* (La Patrie), et possède une bibliothèque privée chez lui, dans la province de Matanzas.

Selon certaines informations, Iván Hernández Carrillo aurait participé à la grève de la faim de Mario Enrique Mayo, prisonnier d'opinion, du 15 au 25 août 2003, pour réclamer l'amélioration des soins médicaux et de la nourriture des détenus de la prison de Holguín. Leur protestation aurait pris fin lorsque les autorités ont accepté les demandes de Mario Enrique Mayo.

Le 17 octobre 2003, Iván Hernández Carrillo aurait été placé en cellule disciplinaire après avoir, semble-t-il, ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux pour son hypertension. En signe de protestation, il a entrepris une grève de la faim ; six autres prisonniers d'opinion se sont joints à lui. Les conditions de détention dans les cellules disciplinaires seraient, de façon générale, nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de l'état de santé de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

34. Normando Hernández González, 33 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Vertientes, province de Camagüey.

Prison : prison Kilo 5 1/2, province de Pinar del Río.

Informations générales : Normando Hernández est directeur du *Colegio de Periodistas Independientes* (Collège des journalistes indépendants, non reconnu).

Selon certaines informations, le 31 août Normando Hernández aurait entrepris une grève de la faim avec cinq autres prisonniers d'opinion détenus à la prison Boniato, afin d'attirer l'attention sur les conditions de détention, notamment le manque d'hygiène, l'insuffisance de nourriture et des soins médicaux limités. Afin peut-être de briser leur grève de la faim, les autorités pénitentiaires ont transféré tous ces détenus dans des prisons différentes. Depuis le 1^{er} septembre, Normando Hernández est détenu à la prison Kilo 5½, dans la province de Pinar del Río.

Sa famille est, semble-t-il, préoccupée par son état de santé. Selon certaines informations, Normando Hernández González souffrirait d'une inflammation de l'intestin grêle, de douleurs à la poitrine, de tachycardie et d'hypertension.

Sa famille s'est plainte à plusieurs reprises de ne pas avoir pu communiquer avec lui, que ce soit par téléphone ou par courrier, depuis octobre 2003.

35. Juan Carlos Herrera Acosta, 37 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Guantánamo.

Prison : prison Kilo 7, Camagüey.

Informations générales : Juan Carlos Herrera est membre du *Movimiento Cubano de Jóvenes por la Democracia* (MJCD, Mouvement de jeunes Cubains pour la démocratie) et de l'*Asociación de Presos Políticos « Pedro Luis Boitel »* (Association de prisonniers d'opinion « Pedro Luis Boitel »). Aucune de ces organisations n'a été reconnue par les autorités. Il travaille aussi en tant que journaliste dans la province de Guantánamo.

Juan Carlos Herrera aurait été détenu dans trois prisons différentes : il a été transféré en septembre 2003 de la prison provinciale Boniato (province de Santiago de Cuba) à Kilo 8 (à Camagüey) puis, au mois de novembre, à Kilo 7 (dans la même province).

Selon certaines informations, il souffrirait de plusieurs affections, notamment de plaies cutanées et de problèmes cardio-vasculaires. D'après les informations reçues, il n'aurait pas reçu en prison le traitement adapté à son état, celui-ci n'étant pas disponible. Lorsque des membres de sa famille se sont eux-mêmes procurés le médicament approprié, ils n'auraient pas été autorisés à le donner au prisonnier.

Selon certaines informations, le 31 août 2003, Juan Carlos Herrera aurait entrepris une grève de la faim avec cinq autres prisonniers d'opinion détenus à la prison Boniato, afin d'attirer l'attention sur les conditions de détention, notamment le manque d'hygiène, l'insuffisance de nourriture et des soins médicaux limités.

Afin peut-être de briser leur grève de la faim, les autorités pénitentiaires ont transféré tous ces détenus dans des prisons différentes.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Juan Carlos Herrera et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

Selon certaines informations, Juan Carlos Herrera se serait également plaint de ne pas avoir accès à un téléphone pour contacter sa famille et de ne pas pouvoir recevoir et envoyer du courrier aussi fréquemment que les autres prisonniers, mesures qui peuvent être considérées comme des sanctions supplémentaires.

36. Regis Iglesias Ramírez, 33 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison d'Ariza, province de Cienfuegos.

Informations générales : Regis Iglesias Ramírez est membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu), à La Havane, et a participé à certaines activités relatives au Projet Varela.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Regis Iglesias Ramírez et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

Selon certaines informations, il aurait été transféré de la prison provinciale Kilo 8 (municipalité de Camagüey) à la prison d'Ariza (province de Cienfuegos).

37. José Ubaldo Izquierdo Hernández, âge inconnu

Peine : 16 ans.

Ville natale : Güines, province de La Havane.

Prison : prison Kilo 5 1/2, municipalité de Pinar del Río.

Informations générales : José Ubaldo Izquierdo dirige la bibliothèque privée Sebastián Arcos Bergnes et travaille comme journaliste pour l'agence Grupo Decoro.

Selon certaines informations, José Ubaldo Izquierdo aurait fait une chute en juin 2003 alors qu'il était menotté ; cette chute lui a valu neuf points de suture à la tête et deux poignets fracturés. Il a été transféré à l'hôpital provincial de Pinar del Río.

38. Reinaldo Miguel Labrada Peña, 40 ans

Peine : 6 ans.

Ville natale : Las Tunas .

Prison : prison provinciale de Guantánamo.

Informations générales : Reinaldo Miguel Labrada est membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu) et a participé à des activités relatives au Projet Varela.

Selon certaines informations, on lui aurait interdit de participer à des services religieux et de sortir à l'extérieur, et sa cellule serait privée de lumière et de ventilation en quantité suffisante.

39. Librado Ricardo Linares García, 42 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Camajuaní, province de Villa Clara.

Prison : prison Combinado del Este, municipalité de Guanabacoa (province de La Havane).

Informations générales : président du *Movimiento Cubano Reflexión* (Mouvement cubain Réflexion, non reconnu), Librado Ricardo Linares est ingénieur de profession et après avoir été exclu du Parti communiste en 1992 pour avoir, semble-t-il, réclamé des réformes économiques, il a participé à des activités dissidentes pendant plusieurs années.

Selon certaines informations, Librado Ricardo Linares et un autre prisonnier d'opinion, Luis Enrique Ferrer, auraient été transférés en septembre 2003 dans une cellule disciplinaire à Combinado del Este, à La Havane, pour avoir refusé de faire le salut militaire à un agent de l'administration pénitentiaire. Les conditions de détention dans les cellules disciplinaires sont en général, selon nos informations, très inférieures aux normes internationales en la matière. Les deux prisonniers et Guido Sigler Amaya et Alfredo Pulido López, deux autres prisonniers d'opinion, auraient fait une grève de la faim pendant plusieurs jours au cours du mois de septembre jusqu'à ce que Librado Ricardo Linares García et Luis Enrique Ferrer soient tous deux reconduits dans leur cellule. Librado Ricardo Linares n'aurait pu recevoir de visite de sa famille depuis août 2003.

Sa famille s'est plainte à plusieurs reprises du fait que Librado Ricaro Linares n'est pas autorisé à recevoir ou envoyer du courrier aux mêmes conditions que les autres prisonniers, ce qui constitue une forme de harcèlement.

40. Marcelo Manuel López Bañobre, 40 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison de Guanajay, province de La Havane.

Informations générales : Marcelo Manuel López Bañobre est capitaine de remorqueur de profession et porte-parole de la *Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional* (CCDHR, Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale, non reconnue).

Selon certaines informations, Marcelo Manuel López souffrirait d'une maladie neurologique, d'un emphysème pulmonaire, d'hypertension et de problèmes orthopédiques.

41. Héctor Fernando Maseda Gutiérrez, 61 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison de Manacas, municipalité de Manacas.

Informations générales : Héctor Fernando Maseda serait ingénieur et physicien de profession. Depuis qu'il a commencé à participer à des activités dissidentes, il a écrit de nombreux articles – principalement sur des questions historiques, économiques et culturelles – qui sont parus dans différentes publications.

Selon certaines informations, il serait atteint de la gale et souffrirait de plusieurs allergies, contractées en raison de ses mauvaises conditions de détention. Sa famille aurait essayé de l'aider en lui apportant, entre autres choses, des draps propres, mais les autorités pénitentiaires n'ont pas autorisé cette démarche.

42. José Miguel Martínez Hernández, 39 ans

Peine : 13 ans.

Ville natale : Quivicán, province de La Havane.

Prison : prison Kilo 8, province de Camagüey.

Informations générales : José Miguel Martínez est représentant local du *Movimiento 24 de Febrero* (Mouvement du 24 février), un groupe politique non reconnu. Il a participé de manière active au Projet Varela et possède une bibliothèque privée chez lui, la bibliothèque « General Juan Bruno Zayas ».

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Ricardo González et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

43. Mario Enrique Mayo Hernández, 38 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Camagüey.

Prison : prison Mar Verdad, province de Santiago de Cuba.

Informations générales : juriste de profession, Mario Enrique Mayo a travaillé en tant que journaliste, publiant différents articles dans les médias. Il dirige l'agence de presse non officielle Félix Varela, à Camagüey.

Mario Enrique Mayo souffrirait d'hypertension et d'hémorroïdes, des affections qui auraient empiré depuis son incarcération.

Au mois d'août, des gardiens de prison auraient empêché Mario Enrique Mayo de prendre les médicaments et la nourriture que lui avait apportés sa femme. En signe de protestation, il a entrepris une grève de la faim d'une durée indéterminée et six autres prisonniers d'opinion se sont joints à lui. Ils réclamaient l'amélioration des soins médicaux et de la nourriture pour les personnes détenues à la prison de Holguín. Son état de santé s'étant détérioré au cours de la grève, Mario Enrique Mayo a dû être transféré dans une unité médicale de la prison. La protestation a pris fin le 25 août, les autorités ayant, selon certaines informations, accepté les demandes de Mario Enrique Mayo.

Le 18 octobre 2003, Mario Enrique Mayo s'est joint à six autres prisonniers en grève de la faim pour protester contre le placement en cellule disciplinaire, le 17 octobre, d'un codétenu, Iván Hernández Carrillo, après que celui-ci eut, semble-t-il, ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux. Selon nos informations, les conditions de détention dans les cellules disciplinaires sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière.

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de l'état de santé de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

À la suite de sa participation à la grève de la faim, Mario Enrique Mayo aurait été transféré à la prison Mar Verdad, dans la province de Santiago de Cuba.

44. Luis Milán Fernández, 34 ans

Peine : 13 ans.

Ville natale : Santiago de Cuba.

Prison : prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : selon nos informations, Luis Milán Fernández est médecin de profession. Il est membre du *Colegio Médico de Cuba* (Association médicale de Cuba, non reconnue).

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

45. Nelson Moliné Espino, 39 ans

Peine : 21 ans.

Ville natale : San Miguel del Padrón, province de La Havane.

Prison : aurait été transféré en octobre 2003 de la prison Kilo 8 à la prison Kilo 5½ (toutes deux dans la municipalité de Pinar del Río).

Informations générales : Nelson Moliné Espino est président de la *Confederación de Trabajadores Democráticos de Cuba* (CTDC, Confédération des travailleurs démocrates de Cuba) et membre du *Partido 30 de noviembre* (Parti du 30 novembre), deux organisations non reconnues.

Nelson Moliné souffrirait de diarrhée et aurait des plaies cutanées dues à des piqûres de moustiques infectées.

Selon certaines informations, il aurait, depuis son procès en avril 2003, été à nouveau jugé et condamné à une année supplémentaire d'emprisonnement pour « *descato* » (manque de respect). Le fondement de l'inculpation et de la condamnation n'étaient pas clairs.

Début octobre 2003, la famille de Nelson Moliné lui a rendu visite. Il a été amené au parloir pieds et mains liés, mesure qui pourrait être une sanction supplémentaire infligée au prisonnier et une forme de harcèlement contre sa famille.

46. Angel Juan Moya Acosta, 39 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : une prison de Bayamo, province de Granma.

Informations générales : Angel Moya est président du *Movimiento Opción Alternativa* (Mouvement d'option alternative), dans la province de Matanzas, et membre du *Consejo Nacional de Resistencia Cívica* (Conseil national de résistance civique), deux organisations qui n'ont pas été reconnues par les autorités. Il a joué un rôle actif dans le mouvement fédératif *Todos Unidos* (Tous unis). Il a déjà été adopté dans le passé comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

Selon certaines informations, Angel Moya se serait joint, du 15 au 25 août 2003, à la grève de la faim de Mario Enrique Mayo, pour réclamer l'amélioration des soins médicaux et de la nourriture des détenus de la prison de Holguín. La protestation aurait, semble-t-il, pris fin lorsque les autorités ont accepté de donner une alimentation adéquate à Mario Enrique Mayo.

Le 18 octobre 2003, Angel Moya s'est joint à six autres prisonniers en grève de la faim pour protester contre le placement en cellule disciplinaire, le 17 octobre, d'un codétenu, Iván Hernández Carrillo, après que celui-ci eut, semble-t-il, ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux. Angel Moya aurait été transféré dans une cellule disciplinaire le jour même. Selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de l'état de santé de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

En raison de sa participation à la grève de la faim, Angel Moya Acosta a été transféré dans une prison à Bayamo, dans la province de Granma.

Il souffrirait d'une occlusion intestinale.

47. Jesús Miguel Mustafá Felipe, 58 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Palma Soriano, province de Santiago de Cuba.

Prison : prison Combinado del Este, province de La Havane.

Informations générales : membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu), Jesús Miguel Mustafá a participé à la collecte de signatures pour le Projet Varela dans sa ville natale de Palma Soriano, dans la province de Santiago de Cuba.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

48. Félix Navarro Rodríguez, 49 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Perico, province de Matanzas.

Prison : prison Combinado de Guantánamo, Guantánamo.

Informations générales : enseignant de formation, Félix Navarro Rodríguez est membre du *Partido Solidaridad Democrática* (Parti Solidarité démocratique, non reconnu), dans la province de Matanzas. Il a de plus joué un rôle actif dans la campagne du Projet Varela et dans le mouvement fédératif *Todos Unidos* (Tous unis).

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

49. Jorge Olivera Castillo, 41 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale dans la province de Guantánamo.

Informations générales : Jorge Olivera est directeur de l'agence Havana Press qui a fourni des articles au site Internet de *Nueva Prensa Cubana* (Nouvelle presse cubaine), dont le siège est aux États-Unis.

Selon certaines informations, avant son arrestation, Jorge Olivera était soigné pour une inflammation chronique de l'intestin, une hernie hiatale, des reflux gastriques, une pathologie non déterminée du rectum et une infection parasitaire.

Il aurait subi un bilan médical en décembre 2003 qui aurait également diagnostiqué de l'hypertension, un taux de cholestérol élevé et une infection parasitaire (giardiase et amœbiase). Il aurait perdu beaucoup de poids depuis son incarcération. Selon les informations reçues, sa famille se serait inquiétée de ce que Jorge Olivera ne reçoit pas les soins médicaux dont il a besoin à la prison provinciale de Guantánamo.

Des lettres entre Jorge Olivera et sa famille (dans un sens ou dans l'autre) ne seraient pas parvenues à leur destinataire, faisant craindre que son courrier fasse l'objet de plus de restrictions que celui d'autres prisonniers, ce qui constitue une forme de harcèlement.

50. Pablo Pacheco Avila, 33 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Ciego de Avila.

Prison : prison d'Agüica, municipalité de Colón (province de Matanzas).

Informations générales : Pablo Pacheco Avila travaille pour la *Cooperativa Avileña de Periodistas Independientes* (Coopérative de journalistes indépendants de Ciego de Avila, non reconnue).

Il souffrirait d'hypertension et de migraines, pour lesquelles il aurait reçu des soins.

51. Héctor Palacios Ruiz, 62 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Kilo 5 1/2, province de Pinar del Río.

Informations générales : Héctor Palacios est directeur du *Centro de Estudios Sociales* (Centre d'études sociales, non reconnu). Il est également secrétaire du Comité des relations publiques du mouvement fédératif *Todos Unidos* (Tous unis).

Dans une lettre adressée à un ami en novembre 2003, Héctor Palacios se serait plaint de mauvais traitements et de l'attitude agressive du personnel pénitentiaire. Des agents de l'administration pénitentiaire auraient averti les membres de sa famille de ne pas faire part de ses plaintes aux médias.

En décembre 2003, Héctor Palacios et d'autres détenus, ainsi que certains membres de leurs familles, auraient fait une grève de la faim symbolique de douze heures, à l'occasion du 55^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

En janvier 2004, Héctor Palacios aurait souffert de diarrhée, d'une otite, d'hypertension, d'un problème rénal et de problèmes de vésicule biliaire. En février 2004, il aurait été admis à l'hôpital pour y subir une opération à la vésicule biliaire (il souffre apparemment de calculs biliaires). Les autorités pénitentiaires auraient déclaré que l'opération était justifiée par son état de santé, mais n'ont donné aucune date pour l'intervention.

Nous avons été informés d'allégations de harcèlement contre les membres de sa famille. La femme de Héctor Palacio, Gisela Delgado, est directrice exécutive du *Proyecto de Bibliotecas Independientes de Cuba* (Projet de bibliothèques indépendantes de Cuba). En septembre 2003, les autorités cubaines ne lui auraient pas permis de quitter le pays pour répondre à l'invitation des organisateurs d'un festival du livre à Gothenburg, en Suède. Ceux-ci lui avaient demandé de participer au festival pour parler du mouvement des bibliothèques privées à Cuba. Selon certaines informations, les autorités cubaines lui auraient dit qu'« *une contre-révolutionnaire ne peut pas quitter le pays* ».

52. Arturo Pérez de Alejo Rodríguez, âge inconnu

Peine : 20 ans.

Ville natale : Manicaragua, province de Villa Clara.

Prison : prison Kilo 5 1/2, province de Pinar del Río.

Informations générales : Arturo Pérez de Alejo est président du *Frente Escambray de Derechos Humanos* (Front Escambray des droits humains, non reconnu). Il a aussi participé au Projet Varela dans la province de Villa Clara.

Sa famille s'est plainte à maintes reprises du fait qu'Arturo Pérez de Alejo ne peut recevoir ou envoyer du courrier comme le font les autres prisonniers, mesure s'apparentant, semble-t-il, à une forme de harcèlement de la part des hauts responsables pénitentiaires.

53. Omar Pernet Hernández, 57 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : Placeta, Villa Clara.

Prison : prison Los Mangos, Bayamo (province de Granma).

Informations générales : Omar Pernet dirige le *Movimiento Nacional por los Derechos Humanos Mario Manuel de la Peña* (Mouvement national pour les droits humains Manuel de la Peña, non reconnu). Il joue un rôle actif dans plusieurs autres organisations et au sein du Projet Varela dans la région.

Omar Pernet souffrirait de problèmes pulmonaires, d'un ulcère chronique à l'estomac, d'hypertension et d'enflures aux jambes.

En décembre 2003, Omar Pernet et Fabio Prieto Llorente, un autre prisonnier d'opinion, auraient entrepris une grève de la faim pour protester contre leur incarcération avec deux autres prisonniers qu'ils accusaient d'avoir saccagé leurs affaires personnelles et de se livrer à d'autres formes de harcèlement. Leur grève de la faim s'est arrêtée au bout de vingt-quatre heures, lorsque les prisonniers en question ont été changés de cellule.

En janvier 2004, Omar Pernet aurait été transféré de la prison de Guanajay (province de La Havane) à la prison Los Mangos, à Bayamo (province de Granma).

54. Horacio Julio Piña Borrego, 36 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Sandino (province de Pinar del Río).

Prison : siège provincial du département de la sûreté de l'État, à Pinar del Río.

Informations générales : Horacio Julio Piña a participé au Projet Varela à Pinar del Río et il est le délégué provincial du *Partido Pro Derechos Humano en Cuba* (PPDHC, Parti pour les droits humains à Cuba, non reconnu) et affilié à la Fondation Sakharov.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

55. Fabio Prieto Llorente, âge inconnu

Peine : 20 ans.

Ville natale : Nueva Gerona, Isla de Pinos.

Prison : une prison à Camagüey.

Informations générales : Fabio Prieto Llorente travaille pour l'agence de presse non officielle *Agencia de Prensa Independiente de Isla de Pinos* (Agence de presse indépendante Isla de Pinos).

En décembre 2003, Fabio Prieto et Omar Pernet Hernández, un codétenu, également prisonnier d'opinion, auraient entrepris une grève de la faim pour protester contre leur incarcération avec deux autres prisonniers qu'ils accusaient d'avoir saccagé leurs affaires personnelles et de se livrer à d'autres formes de harcèlement. Leur grève de la faim s'est arrêtée au bout de vingt-quatre heures, lorsque les prisonniers en question ont été changés de cellule. Selon les informations reçues, Fabio Prieto aurait été placé à l'isolement quelque temps en représailles à sa grève de la faim.

En janvier 2004, il aurait été transféré de la prison de Guanajay (province de La Havane) à une prison de Camagüey.

56. Alfredo Manuel Pulido López, 42 ans

Peine : 14 ans.

Ville natale : La Mascota, province de Camagüey.

Prison : prison Combinado del Este, municipalité de Guanabacoa (province de La Havane).

Informations générales : Alfredo Manuel Pulido a travaillé comme journaliste à l'agence de presse non officielle El Mayor, à Camagüey. Il serait aussi membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu) et a participé au Projet Varela.

Selon certaines informations, en septembre 2003, Alfredo Manuel Pulido se serait joint pendant plusieurs jours à une grève de la faim menée pour protester contre le transfert de Librado Linares García et Luis Enrique Ferrer García, codétenus également prisonniers d'opinion, dans des cellules disciplinaires parce qu'ils avaient, semble-t-il, refusé de faire le salut militaire à un agent de l'administration pénitentiaire. Sa santé se serait tellement détériorée qu'il dû être transporté à l'hôpital de la prison.

Sa famille aurait accusé les autorités de ne pas autoriser Alfredo Manuel Pulido à recevoir du courrier et des coups de téléphone de la même manière que les autres prisonniers dans une situation similaire, mesure qui peut être considérée comme une sanction supplémentaire ou une forme de harcèlement.

57. José Gabriel Ramón Castillo, âge inconnu

Peine : 20 ans.

Ville natale : Santiago de Cuba.

Prison : prison pour jeunes de Villa Clara, ville de Santa Clara (province de Santa Clara).

Informations générales : José Gabriel Ramón est enseignant de formation et directeur de l'*Instituto Independiente Cultura y Democracia* (Institut indépendant Culture et démocratie, non reconnu). Il travaille également en tant que journaliste.

Selon un document qui aurait été sorti clandestinement de la prison, en janvier 2004, les autorités pénitentiaires auraient confisqué plusieurs journaux intimes écrits par José Gabriel Ramón en prison.

Il souffrirait de problèmes circulatoires et les autorités médicales de la prison lui auraient prescrit de faire de l'exercice.

58. Arnaldo Ramos Lauzerique, 61 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Holguín.

Informations générales : Arnaldo Ramos est membre de l'*Instituto Cubano de Economistas Independientes* (Institut cubain des économistes indépendants, non reconnu). Il est également membre du groupement *Asamblea para promover la sociedad civil* (Assemblée pour la promotion de la société civile).

Du 15 au 25 août 2003, Arnaldo Ramos se serait joint à la grève de la faim de Mario Enrique Mayo, pour réclamer l'amélioration des soins médicaux et de la nourriture des détenus de la prison de Holguín. La protestation a pris fin lorsque les autorités ont accepté les demandes de Mario Enrique Mayo.

Le 18 octobre 2003, Arnaldo Ramos s'est joint à six autres prisonniers en grève de la faim pour protester contre le placement en cellule disciplinaire, le 17 octobre, d'un codétenu, Iván Hernández Carrillo, après que celui-ci eut, semble-t-il, ouvertement critiqué le gouvernement et accusé les autorités pénitentiaires de lui refuser des soins médicaux. Selon nos informations, les conditions de détention dans ces cellules sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière

Le 6 novembre, cinq femmes des familles des prisonniers en grève de la faim se sont rendues à la prison de Holguín pour avoir des nouvelles de l'état de santé de leurs proches. Elles n'auraient pas été autorisées à leur parler personnellement mais des représentants de l'administration pénitentiaire leur auraient déclaré que la grève de la faim avait cessé le jour même. Les autorités pénitentiaires leur auraient promis que leurs proches seraient autorisés à leur téléphoner chez elles le 10 novembre. Aucun appel n'a été reçu à la date promise.

59. Blas Giraldo Reyes Rodríguez, 46 ans

Peine : 25 ans.

Ville natale : dans la province de Sanctí Spiritus.

Prison : prison d'Agüica, municipalité de Colón (province de Matanzas).

Informations générales : Blas Giraldo Reyes est membre du comité directeur du Projet Varela à Sancti Spiritus et directeur d'une librairie privée à son domicile.

Selon sa famille, il souffrirait d'hypertension chronique et a perdu beaucoup de poids depuis son arrestation. Selon les informations reçues par Amnesty Internationale, des hauts responsables de la police auraient menacé sa femme d'arrestation si elle continuait à recevoir des visites de dissidents venus lui exprimer leur soutien.

60. Raúl Rivero Castañeda, 58 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : Raúl Rivero est poète et journaliste. En 1995, il a fondé l'agence de presse non officielle Cuba Press, qu'il dirige.

Raúl Rivero aurait perdu beaucoup de poids depuis son arrestation et souffrirait d'un certain nombre de problèmes de santé, dus notamment à un manque de vitamines. Les nerfs de la poitrine seraient atteints et la douleur aurait affecté sa posture, le contraignant à se tenir légèrement courbé.

61. Alexis Rodríguez Fernández, 33 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : Palma Soriano, province de Santiago de Cuba.

Prison : prison d'Agüica, municipalité de Colón (province de Matanzas).

Informations générales : Alexis Rodríguez est membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu), et a participé au Projet Varela.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

62. Omar Rodríguez Saludes, 38 ans

Peine : 27 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison de Nieves Morejón, Sancti Spiritus.

Informations générales : Omar Rodríguez est directeur de l'agence de presse non officielle Nueva Prensa. En plus de ses activités journalistiques, il est également photographe.

Omar Rodríguez souffrirait de problèmes rénaux. Nous n'avons pas d'autres informations sur son état de santé.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Omar Rodríguez et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule. Il a

depuis été transféré de la prison Kilo 8 (municipalité de Camagüey) à la prison Nieves Morejón (à Sancti Spiritus).

Dans le passé, sa famille aurait accusé les autorités de restreindre excessivement sa correspondance et ses communications téléphoniques, mesure qui peut être considérée comme une autre forme de harcèlement.

63. Marta Beatriz Roque Cabello, 58 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : prison Manto Negro, municipalité de La Lisa, province de La Havane. Le 24 juillet 2003, Marta Beatriz Roque a été transférée à l'hôpital militaire Carlos J. Finlay, à La Havane.

Informations générales : Marta Beatriz Roque est économiste et dirige l'*Instituto Cubano de Economistas Independientes* (Institut cubain des économistes indépendants, non reconnu). Elle dirige également l'*Asamblea para Promover la Sociedad Civil* (Assemblée pour la promotion de la société civile), une organisation créée en octobre 2002 qui chapeaute des groupes dissidents et qui réclame la démocratie et un meilleur respect des libertés.

Elle a déjà été adoptée dans le passé comme prisonnière d'opinion par Amnesty International.

Apparemment en bonne santé avant son incarcération, Marta Beatriz Roque aurait vu son état général se détériorer considérablement. En juillet 2003, elle a été transférée à l'hôpital Carlo J. Finlay, souffrant d'hypertension, de douleurs à la poitrine et de saignements de nez. À l'hôpital, les médecins auraient diagnostiqué une occlusion d'un vaisseau sanguin du cœur et une ischémie de cet organe. Selon les informations reçues, le traitement qu'elle reçoit pour son cœur lui causerait de forts maux de tête.

En outre, au mois d'août, les médecins auraient diagnostiqué un diabète et Marta Beatriz Roque a été mise sous traitement. D'autres problèmes médicaux s'en sont suivis, notamment des saignements vaginaux inexplicables, un taux de glycémie instable et de l'hypertension.

En janvier 2004, Marta Beatriz Roque aurait beaucoup souffert d'une arthrite se manifestant notamment par un gonflement des genoux, une douleur à la taille et au dos et des difformités au niveau des mains et des pieds. Sa famille se serait inquiétée de ce qu'elle ne recevrait pas les soins médicaux que nécessite son état et, notamment, qu'elle ne puisse consulter un gynécologue pour déterminer les causes des saignements vaginaux.

64. Omar Moisés Ruiz Hernández, 56 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : Santa Clara.

Prison : prison provinciale de Guantánamo.

Informations générales : Omar Moisés Ruiz est journaliste du *Grupo de Trabajo Decoro* (Groupe de travail Decoro, non reconnu). Il a été par le passé vice-délégué du *Partido Solidaridad Democrática* (PSD, Parti de la solidarité démocratique, non reconnu), à Villa Clara.

Omar Moisés Ruiz souffrirait de problèmes de prostate et d'hypertension.

De plus, sa famille a accusé les représentants de l'administration pénitentiaire de ne pas l'autoriser à envoyer ou recevoir du courrier aussi librement et aussi régulièrement que les autres prisonniers qui se trouvent dans la même situation que lui, mesure qui constitue selon sa famille une forme de harcèlement.

65. Claro Sánchez Altarriba, 50 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : Santiago de Cuba.

Prison : prison Kilo 8, province de Camagüey.

Informations générales : Claro Sánchez est membre du *Movimiento Cubano de Jóvenes por la Democracia* (MJCD, Mouvement de jeunes Cubains pour la démocratie, non reconnu), à Santiago de Cuba.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Claro Sánchez et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

66. Ariel Sigler Amaya¹⁶, 39 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Pedro Betancourt, province de Matanzas.

Prison : prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : membre du *Movimiento Opción Alternativa* (Mouvement d'option alternative, non reconnu), dans la province de Matanzas, Ariel Sigler a déjà été adopté dans le passé comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

Ariel Sigler aurait été placé en détention dans une cellule disciplinaire insuffisamment pourvue d'eau et de lumière, en violation des normes internationales en la matière.

Selon certaines informations, sa famille s'inquiète de son mauvais état de santé et déclare qu'il n'a pas assez de nourriture et qu'il ne reçoit pas les soins médicaux nécessaires. Elle accuse aussi les autorités pénitentiaires de ne pas les informer de l'état de santé d'Ariel Sigler. Celui-ci souffrirait notamment d'une raideur des muscles qui affecte sa capacité de bouger et de parler.

En janvier 2004, il lui aurait été interdit de lire la Bible.

16. Un troisième membre de la famille Sigler Amaya, Miguel Sigler Amaya, est également prisonnier d'opinion. Voir *Cuba. Nouveaux prisonniers d'opinion* (index A1 : AMR 25/002/2004), janvier 2004.

67. Guido Sigler Amaya, 46 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Pedro Betancourt, province de Matanzas.

Prison : prison Combinado del Este, municipalité de Guanabacoa (province de La Havane).

Informations générales : membre du *Movimiento Opción Alternativa* (Mouvement d'option alternative, non reconnu), dans la province de Matanzas, Guido Sigler a déjà été adopté dans le passé comme prisonnier d'opinion par Amnesty International.

Selon des membres de sa famille, en septembre 2003 Guido Sigler aurait, comme son frère Ariel, été placé en détention dans une cellule disciplinaire insuffisamment pourvue d'eau et de lumière, en violation des normes internationales en la matière. Sa famille serait préoccupée par son état de santé et a notamment demandé qu'il reçoive des soins médicaux spécialisés pour un problème de prostate.

Selon certaines informations, en septembre 2003, Guido Sigler aurait participé à une grève de la faim de plusieurs jours pour protester contre le transfert en cellule disciplinaire de Librado Linares García et Luis Enrique Ferrer García, codétenus également prisonniers d'opinion, pour avoir refusé de faire le salut militaire à un agent de l'administration pénitentiaire. Selon nos informations, les conditions de détention dans les cellules disciplinaires sont en général nettement inférieures aux normes internationales en la matière. Sa santé se serait tellement dégradée qu'il a dû, semble-t-il, être emmené à l'hôpital de la prison. Il y serait resté assez longtemps, mais aucune information n'est disponible à ce jour sur son éventuel départ de l'hôpital.

68. Ricardo Silva Gual, âge inconnu

Peine : 10 ans.

Ville natale : inconnue.

Prison : prison provinciale de Guantánamo.

Informations générales : Ricardo Silva est médecin et membre du *Movimiento Cristiano Liberación* (Mouvement chrétien Libération, non reconnu).

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

69. Fidel Suárez Cruz, 33 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : dans la province de Pinar del Río.

Prison : prison d'Agüica, province de Matanzas.

Informations générales : Fidel Suárez est cultivateur et membre du *Partido Pro Derechos Humano en Cuba* (PPDHC, Parti pour les droits humains à Cuba, non reconnu), à Pinar del Río. Il dirige aussi la bibliothèque privée San Pablo.

Nous n'avons pas d'autres informations sur sa situation actuelle.

70. Manuel Ubals González, 34 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : dans la province de Guantánamo.

Prison : prison d'Agüica, municipalité de Colón (province de Matanzas).

Informations générales : Manuel Ubals est président du *Consejo por la Libertad de Cuba* (Conseil pour la liberté de Cuba, non reconnu).

Sa famille se serait plainte du fait que Manuel Ubals n'est pas autorisé à envoyer ou recevoir du courrier de la même manière que les autres prisonniers, ce qui constitue une forme de harcèlement.

71. Julio Antonio Valdés Guevara, 52 ans

Peine : 20 ans.

Ville natale : Manzanillo, province de Granma.

Prison : prison provinciale de Ciego de Avila (surnommée « *Canaleta* »).

Informations générales : Julio Antoni Valdés est directeur de la bibliothèque privée d'un groupe non reconnu, l'*Unión de Activistas y Opositores «Golfo de Guacanayabo»* (Union des activistes et opposants «Golfe de Guacanayabo») à Manzanillo, dans la province de Granma.

Julio Antonio Valdés souffrirait d'une maladie rénale et aurait besoin, semble-t-il, d'une greffe d'organe. De plus, il aurait des crises d'étourdissement et de l'hypertension. Il aurait été transféré en janvier 2004 à l'hôpital Salvador Allende (surnommé « *La Covadonga* »), à La Havane, à cause de son état de santé. Nous n'avons pas d'autres informations sur son état de santé.

72. Miguel Valdés Tamayo, 47 ans

Peine : 15 ans.

Ville natale : inconnue.

Prison : prison Kilo 8, province de Camagüey

Informations générales : Miguel Valdés Tamayo est vice-président du groupe non reconnu *Hermanos Fraternales por la Dignidad* (Fraternité des frères pour la dignité). Avant sa détention, il était mécanicien dans un atelier travaillant pour la télévision d'État, dans la province de La Havane.

Miguel Valdés souffrirait d'un certain nombre d'affections, notamment de problèmes cardiaques et d'hypertension.

En septembre 2003, les autorités auraient menacé Ricardo González et d'autres prisonniers d'opinion détenus à Kilo 8 de suspendre les visites de leurs conjoints et de leurs familles s'ils continuaient à étudier la Bible dans leur cellule.

73. Héctor Raúl Valle Hernández, 35 ans

Peine : 12 ans.

Ville natale : San José de las Lajas, province de La Havane.

Prison : prison provinciale de Guantánamo.

Informations générales : Héctor Raúl Valle est vice-président de la *Confederación de Trabajadores Democráticos de Cuba* (CTDC, Confédération des travailleurs démocrates de Cuba) et militant du *Partido Pro Derechos Humanos* (Parti pour les droits humains), deux organisations non reconnues, à San José de la Lajas.

Nous n'avons pas d'informations sur son état de santé. Selon certaines informations, des membres de sa famille auraient été harcelés. En février 2004, les autorités locales auraient officiellement convoqué sa femme au motif qu'elle aurait pris part à des activités dissidentes.

74. Manuel Vázquez Portal, 52 ans

Peine : 18 ans.

Ville natale : La Havane.

Prison : hôpital Ambrosio Grillo, ville de Santiago de Cuba.

Informations générales : Manuel Vázquez est poète. En 1995, il a rejoint l'agence de presse indépendante non officielle Cuba Press. Il a également participé à la création de l'agence de presse indépendante non officielle *Grupo de Trabajo Decoro* (Groupe de travail Decoro). Au moment de son arrestation, il travaillait pour *Cubanet*, portail Internet d'informations, qui a reçu des financements de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), une agence officielle du gouvernement des États-Unis.

Le 31 août 2003, Manuel Vázquez aurait entrepris une grève de la faim avec cinq autres prisonniers d'opinion détenus à la prison Boniato, afin d'attirer l'attention sur leurs conditions de détention, notamment, disaient-ils, sur le manque d'hygiène et l'insuffisance de nourriture et de soins médicaux. Afin peut-être de briser leur grève de la faim, les autorités pénitentiaires ont transféré tous ces détenus dans des prisons différentes. Manuel Vázquez a ainsi été transféré à la prison d'Aguadores, dans la province de Santiago de Cuba.

En novembre 2003, Manuel Vázquez aurait fait partie d'un groupe d'une vingtaine de prisonniers qui avaient entrepris une grève de la faim pour protester contre les mauvaises conditions de détention, en signe de solidarité avec les prisonniers d'opinion détenus dans la province de Holguín. Selon certaines informations, il aurait interrompu sa grève de la fin à la fin du mois de novembre.

En janvier 2004, Manuel Vázquez aurait été transféré à l'hôpital Ambrosio Grillo, à Santiago de Cuba, à cause de problèmes de santé. Les examens médicaux qui ont suivi ont diagnostiqué une maladie pulmonaire.

75. Antonio Augusto Villareal Acosta, âge inconnu

Peine : 15 ans.

Ville natale : Villa Clara.

Prison : prison provinciale Boniato, province de Santiago de Cuba.

Informations générales : Antonio Augusto Villareal a participé à la collecte de signatures pour la Projet Varela.

Selon certaines informations, Antonio Augusto Villareal aurait entrepris une grève de la faim le 31 août avec cinq autres prisonniers d'opinion détenus à la prison Boniato, afin d'attirer l'attention sur les conditions de détention, notamment, disaient-ils, sur le manque d'hygiène et l'insuffisance de nourriture et de soins médicaux. Comme mentionné plus haut, tous ces détenus ont été transférés dans des prisons différentes. Amnesty International ne sait pas dans quelle prison Antonio Augusto Villareal a été transféré.

Selon certaines informations, l'état de santé d'Antonio Augusto Villareal se serait détérioré depuis son arrestation et il aurait perdu beaucoup de poids. Nous n'avons pas d'autres informations sur son état de santé.

Selon certaines informations, les autorités pénitentiaires lui auraient interdit d'envoyer et de recevoir du courrier, comme le font les autres prisonniers, ce qui constitue une forme de harcèlement.

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre CUBA: ONE YEAR TOO MANY: PRISONERS OF CONSCIENCE FROM THE MARCH 2003 CRACKDOWN.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - avril 2004.

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :